

Chères et chers camarades,

Je ne viens pas défendre ici un amendement de spécialistes. Je ne viens pas parler seulement au nom d'un secteur. Je viens poser une question simple : **comment voulons-nous préparer l'avenir si nous ne défendons pas sérieusement celles et ceux qui produisent les connaissances permettant de l'éclairer ?**

Notre résolution parle de climat, de santé, d'intelligence artificielle, de souveraineté, de démocratie, de désinformation, d'extrême droite, de services publics. Très bien. Mais sur quoi reposent les réponses sérieuses à tous ces enjeux ? **Elles reposent sur la recherche scientifique.**

Sans recherche forte, pas de transition écologique crédible.

Sans recherche forte, pas de politique de santé solide.

Sans recherche forte, pas de régulation sérieuse de l'intelligence artificielle.

Sans recherche forte, pas de souveraineté industrielle.

Sans recherche forte, pas de débat démocratique éclairé.

Sans recherche forte, il ne reste que les opinions, les rapports de force, les croyances et les marchands de peur.

Et cela concerne tout le monde ici !

Quand une infirmière manque de traitements efficaces, c'est aussi un problème de recherche.

Quand un salarié de l'industrie voit son outil de travail dépendre de technologies étrangères, c'est aussi un problème de recherche.

Quand un agriculteur doit faire face au changement climatique, aux sols épuisés, à l'eau qui manque, c'est aussi un problème de recherche.

Quand un enseignant doit former des jeunes dans un monde saturé de fausses informations, c'est aussi un problème de recherche.

Quand un agent public applique des politiques décidées sans données solides, c'est aussi un problème de recherche.

Quand une travailleuse ou un travailleur est évalué par un algorithme opaque, c'est encore un problème de recherche, d'expertise et de contrôle démocratique.

La recherche n'est pas une tour d'ivoire. C'est une infrastructure du quotidien. Simplement, comme beaucoup d'infrastructures, on ne la voit que lorsqu'elle s'effondre.

Or aujourd'hui, elle est fragilisée : par le court-termisme, par la dépendance excessive aux appels à projets, par la précarité, par la surcharge administrative, par l'insuffisance de moyens pérennes, par une articulation trop faible entre enseignement supérieur, recherche publique, recherche privée et territoires.

Les amendements du syndicat CFDT recherche EPST proposaient de dire clairement que la recherche publique est un bien commun stratégique ; qu'elle a besoin de financements pluriannuels ; que les aides publiques à la recherche privée, notamment le Crédit d'impôt recherche, doivent être évaluées, transparentes, conditionnées à de vrais emplois de qualité et à un effort réel de recherche.

On nous répond que c'est pertinent, mais trop complexe. **Je le dis franchement : ce raisonnement est dangereux.**

Ce n'est pas parce qu'un sujet est complexe qu'il faut le rendre invisible. C'est justement parce qu'il est complexe qu'une organisation syndicale comme la CFDT doit le rendre compréhensible, revendicatif et politique.

Nous ne demandons pas un texte réservé aux spécialistes. Nous demandons une phrase claire, forte, lisible par toutes et tous : **la recherche est un bien commun, et la CFDT doit en faire une priorité revendicative.**

Parce qu'une démocratie sans recherche forte devient une démocratie qui débat dans le brouillard. Et dans le brouillard, ce ne sont pas les plus rigoureux qui avancent le plus vite. Ce sont les simplificateurs, les démagogues, les climatosceptiques, les vendeurs de peur et les ennemis de la nuance.

Alors oui, notre résolution parle de démocratie. Mais si nous voulons défendre la démocratie, nous devons défendre les conditions matérielles de la connaissance.

Oui, notre résolution parle de transition écologique. Mais si nous voulons la réussir, nous devons défendre les savoirs qui permettent de l'anticiper.

Oui, notre résolution parle de souveraineté. Mais une souveraineté sans recherche, c'est une souveraineté de façade.

Voilà pourquoi je demande que la recherche ne soit pas traitée comme un sujet secondaire, sectoriel ou implicite. Ce qui est implicite finit trop souvent par être oublié.

La CFDT ne peut pas prétendre préparer l'avenir en laissant la recherche au bord du texte. Elle doit l'assumer comme un pilier : pour le travail, pour les services publics, pour l'industrie, pour la santé, pour le climat, pour la démocratie.

Ne faisons pas de la science un décor. Mettons la science au cœur de nos revendications.

Prise de parole pour la CFDT Recherche EPST. Congrès de Bordeaux Juin 2026